



Livret de nos mesures

Préambule :

Cette base programmatique est le fruit de plusieurs mois d'écoute.

Cette base reste en débat dans le cadre du mouvement, des réunions publiques et assemblées citoyennes. il est par nature évolutif.

Contact presse :

Mail : evolution-citoyenne@outlook.fr

Tél : 06 84 30 33 17 – 06 80 11 78 53



@EvoCitoyenne

La France face aux grands défis contemporains

Notre projet politique repose sur sept piliers. Ces sept piliers correspondent à sept thèmes majeurs, qui renvoient aux grands défis que la France devra relever dans les années à venir. L'entrée dans le monde contemporain a signifié pour les Français le progrès technologique. Le numérique régit aujourd'hui nos vies et y a apporté une certaine praticité. Cependant, la modernité crée aussi chez beaucoup un désarroi, celui qu'on peut ressentir dans un monde où tout s'accélère, où les repères d'un jour ne sont déjà plus valables le lendemain. À cette désorientation brutale, s'adjoignent des enjeux de dimension planétaire : la croissance démographique, la crise écologique, l'immigration, le terrorisme, la mondialisation financière, la montée des inégalités... La France devra apporter ses réponses à ces grandes questions. Il lui faudra trouver son propre chemin dans le 21ème siècle tempétueux. Ces grands défis contemporains, nous pouvons les voir comme des menaces. Mais il est aussi permis de les considérer comme une opportunité, celle de travailler tous ensemble, Français, à la construction de la France de demain. Une France du progrès, une France juste et humaine, une France qui tient son rang de grande puissance mondiale.

* * *

1. La France

- **La France est une grande nation**
- **Les élites ont déshonoré la France**
- **Rétablir l'unité nationale pour restaurer notre grandeur**

La France est une grande nation

- ✓ Sortir du commandement intégré de l'OTAN, qui est une inféodation de notre nation organisée par les États-Unis. Plus largement, refuser toute inféodation de la France à quelque entité étatique, économique, institutionnelle que ce soit.
- ✓ Réhausser le budget de la défense nationale à 3% du PIB et doter notre armée des moyens modernes de la défense, notamment en termes d'intelligence artificielle.
- ✓ Conserver coûte que coûte notre siège au Conseil de sécurité de l'ONU, élément stratégique de notre aura politique internationale. Abroger le traité d'Aix-la-Chapelle et être ferme avec l'Allemagne. Le siège français ne deviendra jamais le siège de l'Union européenne.

- ✓ Défendre notre langue à travers le monde. Être intransigeant sur l'usage du français dans les institutions internationales, notamment celles européennes. Donner une nouvelle impulsion à la francophonie en créant un véritable « Conseil de la francophonie », dont la mission sera de promouvoir la langue française et la culture francophone à travers le monde.
- ✓ Défendre et promouvoir notre modèle social au niveau Européen en favorisant le mieux disant et non le moins disant.
- ✓ Affirmer la place de la France en qualité de trait d'union entre l'Europe du Nord et du Sud qui au carrefour de l'Europe est un élément essentiel de la cohésion de l'Europe.

Les élites ont déshonoré la France

- ✓ Ne plus courber l'échine devant cette Europe technocratique qu'est l'Union européenne. Transformer, par le rapport de force s'il le faut, le traité de Lisbonne en un traité de l'Europe des peuples souverains.
- ✓ Refuser le carcan du Pacte de stabilité, qui nous impose de rester sous les 3% de déficit budgétaire et empêche tout plan de relance économique émanant de l'État. La France doit retrouver la souveraineté de sa politique budgétaire. De même, retrouver la souveraineté de notre politique commerciale. Ne plus laisser l'UE, via la Commission européenne, représenter la France dans les négociations au sein de l'OMC.
- ✓ S'opposer au principe d'une « Europe de la défense » façon Macron et retrouver la souveraineté de notre politique étrangère et de sécurité vis-à-vis de Bruxelles.
- ✓ Rééquilibrer la place de la Constitution face au droit européen. Le supranationalisme technocratique de ce qu'on appelle l'Union Européenne doit être rediscutée par la France.
- ✓ Interdire à l'État de vendre des biens stratégiques de la France - barrages, biens immobiliers, aéroports, gares sans accord par référendum.
- ✓ Taxer les multinationales de la mondialisation financière et faire la chasse à l'évasion fiscale.

Rétablir l'unité nationale pour restaurer notre grandeur

- ✓ Recentrer l'éducation nationale sur la transmission des savoirs élémentaires afin de former des citoyens français accomplis : lire, écrire, compter, l'histoire de France, la géographie de France, la littérature et la langue française. Notre culture est une richesse commune. C'est en la transmettant qu'on garantit l'unité et la continuité du notre peuple.
- ✓ Faire chanter la Marseillaise à l'école primaire et rendre hommage au drapeau français lors de moments précis dans l'année scolaire, notamment à l'approche des grands jours nationaux : 11 novembre, 1er mai, 8 mai etc. Il faut transmettre la fierté nationale aux générations futures.
- ✓ Combattre de façon intransigeante le communautarisme et les pratiques anti-républicaines de quelles natures que ce soit.
- ✓ Faire fermement respecter la laïcité républicaine.
- ✓ Dissoudre toute structure (parti, association, syndicat etc.) qui soutient l'intégrisme radical.

* * *

2. L'Europe

- **Fonder une Europe des peuples souverains**
- **Diffuser le soulèvement du peuple dans toute l'Europe et prendre à terme le contrôle de la Commission et du Conseil**
- **Des députés européens au service des Français**

Fonder une Europe des peuples souverains

- ✓ Redonner la souveraineté au peuple dans toute l'Europe qui doit seul détenir la légitimité aujourd'hui détournée par la Commission et le Conseil (qui se réunit à huit clos).
- ✓ Faire pression sur le chef de l'Etat pour qu'il exerce son droit de véto quand nos intérêts stratégiques sont menacés (droits sociaux, industrie, agriculture)

- ✓ Transformer, par le rapport de force s'il le faut, les traités européens. En particulier, transformer le traité de Lisbonne en un traité européen des Peuples souverains prévoyant :
 - . Un périmètre d'extension géographique maximal ouvrant la porte, sans pour autant parler d'union, à une collaboration étroite avec nos partenaires historiques du bassin méditerranéen, qui permet, au-delà, de se projeter sur nos partenaires africains.
 - . Des objectifs de coopération clairs dans des domaines précis, notamment les industries de pointe, au premier rang desquelles on trouve désormais l'intelligence artificielle.
 - . Une réforme drastique des institutions européennes, limitant le rôle de la Commission à celui d'un simple organe administratif et technique exécutant les décisions des chefs d'État et de gouvernement réunis au sein du Conseil européen. Le Parlement européen est limité à un rôle purement symbolique. Il devient une caisse de résonance des sociétés civiles européennes et a vocation à promouvoir l'amitié des peuples européens, tout en s'attachant à souligner leur diversité.
- ✓ Refuser tout projet de constitution européenne visant à créer un super- État fédéral européen. La trahison perpétrée après le référendum de 2005 nous pousse à une permanence vigilante à l'endroit des forces technocratiques.
- ✓ S'opposer fermement à tous les vecteurs d'inféodation de la France à l'Europe technocratique de Bruxelles : Pacte de stabilité, directives européennes, traité d'Aix-la-Chapelle, décisions de la Banque centrale européenne, diktat de la Commission européenne, primat juridique de la Cour de justice de l'Union européenne etc.
- ✓ Refuser la ratification des traités de libre-échange CETA et TAFTA. L'union douanière promise est une passoire et n'a que trop cédé à l'idéologie effrénée du libre-échange véhiculée par l'OMC. Il est grand temps de faire un vrai marché européen, qui protégera nos TPE-PME, nos paysans, nos artisans et nos commerçants.

Diffuser le soulèvement du peuple dans toute l'Europe et prendre à terme le contrôle de la Commission et du Conseil

- ✓ Encourager ardemment les peuples européens à se libérer de leurs oligarchies respectives et favoriser l'émergence dans chaque pays européen de grandes forces citoyennes, dont le but assumé sera d'arriver au pouvoir par la voie des élections régulières.

- ✓ Utiliser au maximum l'aura symbolique conférée par la fonction de député européen, à défaut que celui-ci ait un pouvoir effectif puisque la Commission est la véritable maîtresse de l'UE. Diffuser dans toute l'Europe, par cette aura symbolique, le soulèvement des peuples impulsé depuis le 17 novembre, en occupant au maximum l'espace politique et médiatique. Multiplier les contestations à l'endroit des instances technocratiques de l'UE : la Commission européenne, le Conseil européen (surtout Merkel et Macron), la Banque Centrale européenne etc.
- ✓ Créer une grande coalition européenne des forces politiques citoyennes, qui se multiplient et continueront de se multiplier à travers l'Europe.
- ✓ Élargir cette grande coalition européenne en un « arc citoyen », qui fédèrera, à travers toute l'Europe, en plus des forces politiques, les forces citoyennes diverses : syndicats, collectifs d'intellectuels, d'experts, de chercheurs, d'artistes, think-tanks, associations, TPE-PME, coopératives, fondations etc. Le but est de former un grand réseau citoyen européen.
- ✓ S'appuyer sur le grand réseau citoyen formé pour faire fonctionner une Europe parallèle de coopérations, qui court-circuitera les réseaux de l'Europe technocratique. Un principe de préférence permettra aux acteurs socio-économiques de l'arc citoyen de coopérer entre eux pour mener des projets économiques, sociaux, humanitaires etc. Cette contre-Europe des coopérations aura aussi comme intérêt parmi d'autres de s'engager dans l'espace méditerranéen et à chercher des collaborations citoyennes chez nos partenaires africains de l'autre côté de la Méditerranée.

Des députés européens au service des Français

- ✓ Participer uniquement à la plénière mensuelle obligatoire de Strasbourg, là où il y a une véritable valeur ajoutée, du fait de la tribune que donne cet événement. Boycoter les réunions des commissions parlementaires de Bruxelles, sauf lorsqu'il s'agit de rapports importants. Ces réunions ne sont pas obligatoires et s'apparentent à des réunions de salon bourgeoises. Comme le Parlement n'a aucun pouvoir effectif, 90 % des discussions procèdent du brassage d'air, les 10% restant correspondent aux quelques textes importants (PAC, budget, libre-échange, environnement, immigration). Exercer par les assistants parlementaires une surveillance vigilante sur les 90 % de discussions parlementaires a priori mises au second plan, par mesure de prudence tant la technocratie européenne est dangereuse. Les assistants parlementaires auront par ailleurs la très lourde charge d'aider leur député à structurer son action locale au cœur des territoires français. Ils devront aussi rédiger de multiples comptes-rendus afin que les citoyens puissent suivre « en temps réel » le travail des députés européens Evolution Citoyenne.

- ✓ Consacrer le temps récupéré par le boycott des réunions de Bruxelles à l'exercice d'une action locale au cœur de nos territoires. Diviser le territoire français en autant de zones que de députés obtenus. Chaque député ouvrira des permanences locales dans la zone qui lui incombe, grâce à la ligne budgétaire 400 du Parlement européen. Il devra exercer une action locale visant à créer des coopérations entre les divers acteurs locaux (associations, syndicats, élus locaux, commerçants, agriculteurs, artisans, TPE-PME). Le député européen sera sur le terrain, avec les gens, et travaillera sur des projets concrets : partenariats locaux, création de circuits-courts, de coopératives, d'associations, organisation d'événements, de formations. Il soutiendra l'action des élus locaux et contribuera au développement socio-économique de nos territoires. Il aura un rôle clef dans la constitution d'un réseau citoyen national amené à renverser la table dans les années à venir.

- ✓ Pour les 10 % de textes européens où le Parlement a une vraie valeur ajoutée, qui correspondent aux grands enjeux que sont la biodiversité, le libre-échange, l'immigration, le budget européen etc., organiser concrètement le RIC grâce à une plateforme informatique qui permettra à tous les Français d'indiquer ce que nos députés doivent voter.

- ✓ Organiser des RIC législatifs, révocatoires, abrogatoires et constituants grâce à la plateforme informatique mise en place. Nos députés, bien que sans pouvoir effectif, seront chargés de promouvoir au maximum les résultats de ces RIC, par des prises de parole lors des plénières, par l'écriture de résolution, par l'organisation de conférences de presse, de colloques etc. Ainsi le poids symbolique du Parlement européen sera utilisé de manière stratégique. Les technocrates devront se confronter aux résultats des RIC et ne pourront plus avancer à visage masqué.

- ✓ Appliquer une transparence rigoureuse en publiant sur la plateforme informatique les revenus perçus, les frais contractés et l'activité parlementaire de nos députés européens, ainsi que les CV et les rémunérations des assistants parlementaires et des autres agents employés.

* * *

3. L'immigration

- **L'immigration n'est pas un sujet illégitime**
- **Comprendre le phénomène migratoire en tant que système**

L'immigration n'est pas un sujet illégitime

- ✓ Organiser l'immigration selon nos besoins économiques. L'immigration doit être un choix et non une contrainte.
- ✓ Ramener le droit d'asile à sa vocation originelle et être ferme sur son recours. Accueillir comme il se doit ceux qui peuvent légitimement s'en prévaloir et conduire dans leur pays d'origine les déboutés, les frais étant pris en charge par les pays de départ après conclusion de traités bilatéraux ou multilatéraux. Expulser tout immigré en situation clandestine.
- ✓ Supprimer toutes les aides à l'immigration irrégulière. Nous ne pouvons encourager l'immigration illégale. Les aides seront prioritairement octroyées aux personnes qui doivent être accueillies et soutenues par la France notamment au titre du droit d'asile.
- ✓ Instaurer l'intégration pleine et sincère en tant que condition d'obtention de la nationalité française, en sus des conditions habituelles, qui seront révisées, notamment le droit du sol et l'obtention de la nationalité par le mariage.
- ✓ Lutter contre le terrorisme par une surveillance renforcée des frontières et du territoire. Rétablir des contrôles attentifs aux frontières françaises. Créer des parquets régionaux antiterroristes. Déchoir de la nationalité et expulser (par des accords bilatéraux conclus) les terroristes.

Comprendre le phénomène migratoire en tant que système

- ✓ Mettre fin à la politique néocoloniale entretenue par les élites françaises en Afrique. Redonner au continent africain sa souveraineté dans tous les domaines. Il s'agit d'une obligation, *a fortiori* pour le pays qui a inventé les droits de l'homme.
- ✓ Redonner leur souveraineté monétaire aux pays africains de la zone franc CFA et en finir avec les ingérences françaises dans la vie politique africaine.
- ✓ Organiser un système de commerce équitable entre la France et ses anciennes colonies du tiers monde.
- ✓ Réorganiser une Aide Publique au Développement coûteuse, qui équivaut à un maintien du tiers monde sous perfusion et ne permet pas d'établir un système économique vertueux et durable. Par ailleurs, l'APD multiplie les zones d'ombre quant à la destination finale de l'argent.
- ✓ Instaurer un *New Deal* avec l'Afrique et aider les plus fragiles de la zone Euro, c'est-à-dire un partenariat gagnant-gagnant, notamment dans les secteurs technologiques. Nos TPE-PME des secteurs technologiques profiteront d'un marché d'avenir et, en retour, les pays d'Afrique et les plus fragiles d'Europe bénéficieront d'un transfert technologique, qui contribuera à leur développement évitant des vagues migratoires et des drames humains dans leur propre pays qui se dépeuple de son élite et de sa jeunesse.

4. L'écologie

- **La vocation écologique de la France**
- **Dire non à l'écologie punitive**
- **Pour une écologie citoyenne**

La vocation écologique de la France

- ✓ Prendre le leadership international du combat écologique, notamment par une action d'ampleur au sein des institutions internationales au premier rang desquelles figure l'ONU. La France doit prendre également le leadership écologique en Europe pour faire de cette dernière l'avant-garde du combat écologique.
- ✓ Devenir le porte-parole des populations opprimées du tiers monde et des communautés ethnologiques condamnées par la mondialisation libérale. Utiliser notre siège au Conseil de sécurité de l'ONU pour faire entendre la voix de ces sacrifiés sur l'autel de la mondialisation.
- ✓ Affirmer la nécessité impérieuse de préserver notre biodiversité. Peser de tout notre poids politique dans les instances internationales pour créer plus de sanctuaires marins et de parcs naturels et renforcer la protection de ceux qui existent déjà.
- ✓ Impulser un grand plan national de transition écologique.
 - . Dans le domaine de l'agriculture, organiser une conversion à l'agroforesterie et l'agroécologie, assortie d'un dispositif d'accompagnement économique et pédagogique.
 - . Pour cela ne pas réduire les budgets de la PAC mais les réorienter pour favoriser une agriculture alternative.
 - . Dans le domaine de l'énergie, anticiper une transition énergétique plus que probable dans les décennies à venir, compte tenu de la diminution des stocks de fossile.
 - . Lancer des programmes de recherche dans les énergies propres financés par la taxation des gros pollueurs de la mondialisation.

. Confirmer le nucléaire, compromis pragmatique entre l'exigence de productivité et celle de sécurité dans l'état actuel des choses, en attendant le développement de sources d'énergie moins risquées et tout aussi productives.

. Lancer un grand plan de rénovation et d'isolation thermique pour les logements.

- ✓ Interdire l'accès au marché français à tous les produits qui ne respectent pas des exigences environnementales élémentaires. Élaborer des réglementations environnementales plus strictes et les diffuser à nos partenaires européens.

Dire non à l'écologie punitive

- ✓ Taxer les gros pollueurs de la mondialisation (compagnies pétrolières, compagnies aériennes, industries agrochimiques), le fuel maritime et le kérosène.
- ✓ Supprimer toute taxe sur le carburant domestique, car il s'agit d'une taxation injuste du travail. Beaucoup de travailleurs ne vivent pas dans les grandes métropoles et ont besoin de leur véhicule.
- ✓ Réformer la PAC, qui n'aide en l'état actuel des choses que les gros agriculteurs de l'industrie agroalimentaire. Réorienter le ciblage budgétaire en prônant la ruralité et en arrêtant le libre-échange tous azimuts.
- ✓ Interdire le glyphosate et les autres pesticides et produits chimiques dangereux pour l'homme et la biodiversité.
- ✓ Interdire aux lobbys l'accès des institutions politiques et être intransigeant sur les cas d'accointances entre l'industrie et le politique.

Pour une écologie citoyenne

- ✓ Être impitoyable sur les déchets sauvages qui polluent nos paysages. Organiser la diminution graduelle du recours aux emballages plastiques dans l'économie française.

- ✓ Développer les parcs publics de véhicules électriques et de vélos. Aménager les bassins de vie en conséquence en construisant des pistes cyclables, des routes piétonnes, des infrastructures de recharge etc.

- ✓ Privilégier les circuits courts et les partenariats entre acteurs locaux, notamment entre les acteurs publiques et économiques (producteurs locaux bio/cantines scolaires). Cela permettra une limitation des émissions de carbone grâce à une réduction de l'intensité des transports. Cela apportera aussi un gain économique en faisant fonctionner le tissu entrepreneurial local et, de ce fait, un gain social en redynamisant l'activité de nos communes. Intégrer ce concept dans les clauses d'appels d'offres publics.

- ✓ Donner aux communes une compétence environnementale pour leur permettre de multiplier les initiatives écologiques locales : coopératives alimentaires, emplois publics environnementaux (maraîchers municipaux bio, formateurs en jardinage bio, agents municipaux pour réhabiliter les terrains inexploités en zone de cultures agroécologiques), projets communaux (fermes et jardins bio, ateliers d'agroécologie, apiculture, ateliers dans les énergies propres).

- ✓ Faciliter la création d'entreprise dans le domaine de l'environnement en allégeant les procédures et en limitant les taxes au démarrage. Faciliter l'accès aux financements européens dans ses domaines.

* * *

5. La démocratie

- **Une République exemplaire**
- **Un nouveau pacte démocratique**
- **Restaurer le lien social**

Une République exemplaire

- ✓ Non cumul des mandats et mandat renouvelable une seule fois.

- ✓ Punir d'inéligibilité à vie les élus condamnés par la justice.

- ✓ Réduction du train de vie de la classe politique et de la noblesse d'État aussi bien sur les rémunérations que sur les avantages.

- ✓ Créer une commission indépendante de contrôle des élus pour lutter contre l'absentéisme, pour réguler les frais contractés et pour surveiller leur irréprochabilité.
- ✓ Appliquer une transparence rigoureuse : publication des revenus perçus et du patrimoine de tous les élus, transparence des hautes sphères de l'État.

Un nouveau pacte démocratique

- ✓ Instaurer le RIC en toutes matières avec un seuil de déclenchement fixé à 700 000 signatures.
- ✓ Maintenir la Vème République. Revenir au septennat afin de laisser le temps au président de mener une politique durable et d'éviter l'électorisme. Remettre l'élection législative 2 ans après la présidentielle, car cela permettrait d'envoyer un signal fort au gouvernement sur la politique menée. Prendre en compte le vote blanc.
- ✓ Créer une « Assemblée citoyenne » dans chaque commune, où siègeront de droit l'ensemble des administrés majeurs. Les Assemblées citoyennes seront dotées d'un budget propre et d'un pouvoir de décision et soutiendront l'action des maires dans la gestion de la commune.
- ✓ Faire désigner une partie de l'Assemblée nationale et du Sénat par les Assemblées citoyennes, afin de véritablement permettre à des personnes issues de la société civile de participer aux affaires nationales.
- ✓ Mettre fin au mille-feuille administratif aussi coûteux qu'inefficient. Revenir sur le découpage en régions aligné sur le modèle des Länders allemands introduit par François Hollande. Il favorise l'essor des barons locaux et est un véritable gaspillage de l'argent public. La situation des petites communes comptant à peine 50 habitants n'est pas non plus tenable. Redécouper le territoire national en prenant en compte les bassins de vie et les identités locales, car les traditions culturelles passent avant les considérations administratives.

Restaurer le lien social

- ✓ Instaurer des *journées citoyennes* pendant lesquelles, une fois par an, les élus aussi bien locaux que nationaux et les Français se rencontreront au cours de grands événements citoyens : festivités, moments d'échanges et de débat etc.
- ✓ Favoriser les partenariats entre les instances politiques locales, les acteurs associatifs et les entreprises d'un même bassin de vie afin de créer un écosystème local et une dynamique socio-économique locale durable.
- ✓ Confier aux Assemblées citoyennes l'élaboration de projets à la fois utiles et stimulants pour la vie de la commune. Ces projets seront réalisés par les citoyens eux-mêmes et financés par le budget des Assemblées citoyennes : projets artistiques, fermes biologiques, espaces de jardinage, projets d'urbanisme etc.
- ✓ Rétablir l'ordre républicain dans toutes les zones où il recule. Implanter dans les zones à forte délinquance des « maisons de la justice » et des « maisons d'aide aux victimes ». Créer des centres de rééducation pour les mineurs délinquants. Renforcer les moyens de police et revaloriser les salaires des agents de police.
- ✓ Interdire le financement public des mosquées et tout financement venant de l'étranger. Les croyants doivent se prendre en main, et cela vaut pour toutes les religions.
- ✓ Renouer avec l'élitisme républicain et la discipline pour arrêter le nivellement par le bas. Réformer les programmes de l'éducation nationale pour les rendre plus stricts et ambitieux. Rendre obligatoire l'apprentissage des valeurs républicaines à l'école. Appliquer intelligemment la sélection à l'université pour récompenser les meilleurs tout en assurant l'égalité des chances. Il y a une différence entre égalité et égalitarisme.

* * *

6. La justice sociale

- **Une société de la décence**
- **Une fiscalité juste et pragmatique**
- **Une France et une Europe sociales**

Une société de la décence

- ✓ Imposer un facteur multiplicateur entre le plus petit salaire et le plus grand salaire au sein de l'entreprise. Une décence est à observer dans la politique de rémunération des entreprises.
- ✓ Limiter les dividendes, qui empêchent la croissance de se faire. Imposer qu'une partie des profits annuels d'une entreprise soit dirigé vers l'investissement, en fixant un pourcentage minimal.
- ✓ Mettre fin à la désertification du service public. Stopper la fermeture des petites lignes, des bureaux de poste, des gares, des écoles, des maternités, des hôpitaux. Au contraire, renforcer les moyens de l'éducation nationale, des hôpitaux, des centres d'accueil de personnes âgées, des maternités.
- ✓ Indexer les salaires, les retraites et les allocations sur le coût de la vie. Assurer une rémunération décente à nos paysans en assumant notre rôle de régulateur.
- ✓ Instaurer le droit à la retraite à 55 ans pour toutes les personnes ayant travaillé dans un métier usant le corps.

Une fiscalité juste et pragmatique

- ✓ Réformer la TVA. Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité. Augmenter la TVA sur les loisirs et les biens de luxe. Instaurer une TVA sociale pour équilibrer la concurrence face aux produits importés fabriqués dans des conditions inhumaines.
- ✓ Rendre l'impôt sur le revenu davantage progressif en créant plus de tranches pour soulager les classes moyennes et populaires.
- ✓ Réduire l'impôt sur les sociétés pour les TPE-PME et récupérer le manque à gagner en l'augmentant pour les multinationales de la mondialisation. Que les gros (GAFA, CAC 40, multinationales) payent gros et que les petits payent petits.
- ✓ Remettre à plat les niches fiscales. Certaines sont utiles mais la majorité représente un manque à gagner. Simplifier la fiscalité en l'appliquant sur le chiffre d'affaires et la marge réalisée, plutôt que sur la masse salariale, car cela pénalise l'emploi et la croissance. Supprimer le CICE et employer l'argent récupéré pour soutenir préférentiellement nos TPE-PME.
- ✓ Lutter férocement contre l'évasion fiscale, la fraude à la TVA, la fraude à la sécurité sociale et le travail dissimulé, qui représentent un manque à gagner annuel de plusieurs centaines de milliards d'euros. Établir le système fiscal sur la nationalité et non plus sur la territorialité afin de chasser ceux qui profitent des phénomènes de dumping fiscal. Tous les détenteurs de la nationalité française doivent participer à l'effort national.

Une France et une Europe sociales

- ✓ Mettre fin à la directive sur les travailleurs détachés, qui a créé un problème de dumping social absurde au sein de l'Union européenne. Il est honteux qu'au sein de l'espace européen certains tirent profit de la misère des travailleurs.
- ✓ Diffuser des réglementations sociales strictes dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, notamment les pays de l'Est. Le gain économique ne peut plus s'accommoder de la misère humaine. Favoriser le mieux disant social dans la loi.
- ✓ Refuser l'importation de tout produit ne respectant pas des exigences sociales strictes, notamment ceux issus du travail des enfants.

- ✓ Revaloriser le SMIC à 1300 euros net et fixer la retraite minimale à 900 euros net. Inciter tous les pays européens à une revalorisation de ces deux revenus, en prenant en compte la particularité de chaque économie nationale.
- ✓ Lutter contre la précarisation du travail en limitant le nombre de CDD pour les grandes entreprises et en les forçant à créer davantage de CDI. Lutter contre l'ubérisation de la société, esclavagisme moderne. Ouvrir le débat sur une "flexisécurité à la française", sans pour autant réformer le code du travail, car force est d'admettre que le monde du travail évolue et que cette évolution nous pousse à nous adapter.

* * *

7. L'économie

- **Affirmer la puissance de l'État**
- **Un capitalisme à visage humain**
- **Concilier l'économie et l'écologie**

Affirmer la puissance de l'État

- ✓ Rétablir le rôle de l'État comme chef d'orchestre de la vie économique dans tous les secteurs clefs - les transports, l'énergie, l'eau, les télécommunications, les autoroutes, l'aéronautique, la recherche, les banques - par des prises de contrôle, des minorités de blocage et des (re)nationalisations. Renationaliser ou conserver les entreprises qui rapportent de l'argent (autoroutes, aéroports etc.) et céder les « canards boiteux », pour gagner en recettes sans passer par l'impôt.
- ✓ Refuser la vassalisation de l'État au MEDEF (et au-delà au CAC 40, aux multinationales, aux lobbys), en proposant la création de syndicats patronaux concurrents. Plusieurs syndicats existent bien pour les salariés. Tous les patrons ne se sentent pas représentés par le MEDEF ou la CGPME, en particulier les petits patrons.
- ✓ Retrouver l'indépendance de la dette afin de redonner les moyens à l'État d'investir dans les domaines stratégiques et régaliens.
- ✓ Protéger l'industrie française. Interdire les délocalisations et les fermetures d'usine. Protéger notre industrie, c'est protéger nos emplois et notre savoir-faire. Lever des fonds de la banque centrale européenne pour cela.

- ✓ Assurer l'entrée de la France dans l'ère de l'intelligence artificielle et encourager le travail hautement qualifié à l'heure du numérique. Il faut se doter des moyens modernes de la puissance. Faciliter la création d'entreprise en allégeant les procédures, en limitant les taxes au démarrage et en mettant en place un statut fiscal et social plus favorable.
- ✓ Dans un contexte de progrès technologique continu, il faut encourager l'émergence d'entrepreneurs innovateurs français, notamment dans les domaines du numérique et de l'énergie.

Un capitalisme à visage humain, refondé

- ✓ Encourager, notamment par la fiscalité, l'association du capital et du travail. Renforcer la présence des salariés dans les conseils d'administration.
- ✓ Déconcentrer Pôle Emploi en créant des agences régionales qui exerceront une action beaucoup plus localisée et beaucoup moins hors sol. Déployer, selon la faisabilité, le concept « zéro chômage ». L'enveloppe allouée normalement au chômage dans une commune est utilisée pour créer une entreprise à but d'emplois, dans laquelle le demandeur d'emploi est salarié de manière transitoire, le temps de trouver un emploi plus stable. Cela permet à l'intéressé de se former, de l'intégrer socialement, d'avoir un vrai travail rémunéré, qui enrichira son CV. En retour, la collectivité dispose de projets réalisés à son bénéfice et d'un gain socio-économique non négligeable. Le travail est un droit dont chaque citoyen devrait jouir.
- ✓ Créer des centres de réadaptation à la vie sociale pour les SDF.
- ✓ Encourager le télétravail, notamment pour permettre aux handicapés d'accéder plus facilement à l'emploi, car il est parfois coûteux pour l'entreprise de se doter des infrastructures nécessaires à l'accueil.
- ✓ Proposer par la Banque de France à tout citoyen français un micro-crédit à taux nul ou faible pour la création d'un projet de nature associative, humanitaire ou entrepreneuriale. Cette proposition de micro-crédit ne sera renouvelable qu'une seule fois sur justification.

Concilier l'économie et l'écologie

- ✓ Fusionner les ministères de l'économie et de l'écologie. Conserver un ministère de l'agriculture et de la ruralité, qui représentera véritablement les intérêts de nos paysans et combattra les lobbys de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution.
- ✓ Relocaliser l'économie en encourageant l'installation de circuits courts, d'une part par un système d'incitation (subventions et exonérations fiscales) et d'autre part par un volontarisme des acteurs publics (préférence locale, partenariats public-privé, organisation d'un tissu socio-économique local). Limiter la taille des grandes surfaces, afin de protéger et favoriser nos petits commerces.
- ✓ Explorer les possibilités de l'économie sociale et solidaire : coopératives de salariés, coopératives de production, coopératives alimentaires etc.
- ✓ Favoriser l'essor entrepreneurial dans les technologies qui ont prouvé leur durabilité autant que leur rentabilité : solaire et hydraulique pour l'énergie, agroécologie et agroforesterie pour l'agriculture etc.
- ✓ Observer fermement le principe de précaution, notamment à l'endroit des OGM et de la viande hormonée. Faire respecter des modalités de travail saines et respectueuses du vivant dans le secteur de l'élevage. Des scandales comme celui des abattoirs ou encore celui de la ferme des mille vaches doivent cesser. La santé des Français et le respect du vivant passent avant les objectifs de rentabilité.

* * *